

ÉTATS-UNIS-VENEZUELA - Les États-Unis de Pence, Pompeo, Bolton, vaincus dans leur offensive contre le Venezuela

Wim Dierckxsens et Walter Fomento

jeudi 14 mars 2019, mis en ligne par [Françoise Couëdel](#)

Vendredi 1er mars 2019.

Le vice-président Pence, représentant les intérêts du « continentalisme » états-unien, qui a une forte influence sur le Pentagone-Commando sud et sur le FMI, a fait de vives reproches à Guaidó, lors du sommet du Groupe de Lima, comme si ce dernier était un simple pion sur son échiquier.

Le vice-président des États-Unis a reproché à Guaidó que n'ait pas eu lieu la désertion massive des militaires qu'il avait promise. Ce qui amène Pence/Bolton/Pompeo à redouter que l'opposition vénézuélienne s'effondre, faute « d'avancées concrètes » contre Maduro.

Le sommet régional de Bogotá, que Mike Pence a présidé, a laissé au vice-président un arrière-goût de défaite qui, en outre, aura des répercussions dans les relations internes avec Trump. Jusqu'à le mener à une position de faiblesse face à Trump, qu'il n'avait pas eu jusque-là, permettant à ce dernier d'accroître sa marge de manœuvre.

L'échec de l'opération d'entrée d'aide humanitaire au Venezuela, qui était supposée marquer le début de la fin du régime de Nicolás Maduro, a abouti à tout le contraire car cette défaite de Pence accroît la légitimité du Venezuela, et affaiblit même ses alliés en Amérique du Sud et dans le monde.

Dans cette perspective de défaite, Pence a émis pour Guaidó le diagnostic sévère de tout ce qui avait « failli » dans l'attaque contre le Venezuela. Le mécontentement majeur de Pence à l'égard de Guaidó s'est exprimé quand l'unité des forces armées bolivariennes s'est révélée sans faille ainsi que le maintien de l'adhésion à Maduro.

Guaidó avait promis au gouvernement des États-Unis que, si la majorité des chefs d'État du monde le reconnaissait comme autorité suprême du Venezuela, au moins la moitié des officiers allaient désertier. Cela ne s'est pas produit. Les États-Unis ont obtenu que pas moins de 50 présidents reconnaissent le président de l'Assemblée vénézuélienne, mais jusqu'à maintenant les forces armées se tiennent aux côtés de Maduro.

Les forces armées ont été jusqu'à faire preuve de capacité de manœuvre quand, feignant de désertier, elles ont pu repérer quand, où et en quoi consistaient les actions.

La tension maximum s'est produite quand, en présence de Pence, le Groupe de Lima a rejeté la possibilité d'une intervention militaire au Venezuela, suite à la déclaration du vice-président du Brésil, Hamilton Mourão, qui s'est distingué par sa position opposée à celle de Pence.

Par ailleurs, la crise a révélé que l'appui de son Gouvernement a faibli, mais continue à être importante, plus encore face aux États-Unis. En outre, les millionnaires vénézuéliens qui vivent à l'extérieur ont peu contribué à l'heure de désavouer Maduro. On s'attendait à un apport plus substantiel d'argent pour financer le ralliement des policiers, des militaires et des politiques au camp de Guaidó. Ce ne fut pas le cas.

Guaidó avait tout parié sur le fait que Pence annoncerait l'usage de la force par les États-Unis, et même la majeure partie de ses négociations avec Pence tendaient à l'inciter à décider de choisir plutôt la voie militaire que la voie diplomatique pour expulser Maduro du pouvoir. Guaidó a perdu aussi car Pence a décidé de freiner ses aspirations. Dans le même temps la pression internationale pour écarter toute option militaire a augmenté.

Pence a même été jusqu'à envisager une option *a minima* : obtenir que Guaidó, le président marionnette « en charge », s'assure le contrôle d'une partie du territoire du Venezuela. Mais cette option a été écartée car les États-Unis viennent de subir les graves conséquences de l'application de cette stratégie de fragmentation territoriale en Syrie et en Libye.

Le dénommé Groupe de Lima, qui regroupe des nations alignées sur la volonté des États-Unis de déposer le gouvernement du président Nicolás Maduro, a qualifié de « crime contre l'humanité » le fait d'avoir empêché l'introduction d'un lot d'« aide humanitaire » depuis la Colombie et a décidé de solliciter la désignation, par le Conseil de sécurité des droits humains des Nations unies, d'un expert indépendant (Michelle Bachelet) pour évaluer ce qui est qualifié de « crise humanitaire » dans ce pays d'Amérique du Sud.

Alfred-Maurice de Zayas, expert indépendant de l'ONU, a affirmé dans un document que l'ONU violerait sa propre Charte si elle reconnaissait Guaidó et que ce sont plutôt les États-Unis qui commettent des crimes contre l'humanité vis-à-vis du Venezuela. La malnutrition et le manque de médicaments peuvent être dus directement aux sanctions imposées par les États-Unis. Celles-ci constituent des délits géopolitiques dans la catégorie de crimes contre l'humanité. Les autres pays qui appuient de telles sanctions commettent également des crimes contre l'humanité. On ne peut pas d'abord étrangler l'économie vénézuélienne et réclamer ensuite que le pays accepte l'assistance humanitaire de son bourreau [1]

Traduction française de **Françoise Couëdel**.

Source (espagnol) : <https://www.alainet.org/es/articulo/198504>.

Notes

[1] Voir : Manuel Palma, « Expert en droits humains : “Les États-Unis commettent des crimes contre l'humanité vis-à-vis du Venezuela” », 28 février 2019, <https://actualidad.rt.com/actualidad/307071-experto-independiente-onu-sanciones-eeuu>.